

Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 30 juin 2017

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu en juillet ses perspectives de croissance mondiale à +3,5 % en 2017 puis +3,6 % en 2018, confirmant l'affermissement de la reprise. Le redressement de l'activité s'est révélé plus dynamique que prévu dans plusieurs grandes économies avancées et émergentes avec une accélération de la reprise au deuxième trimestre. Toutefois, la conjoncture a été moins favorable qu'attendu aux États-Unis et au Royaume-Uni.

S'agissant de la zone euro, le FMI table sur une croissance du PIB à +1,9 % en 2017 (+0,2 point) : la demande intérieure a été vigoureuse sur le premier trimestre et l'activité a rebondi au-delà des performances prévues.

À l'issue de la réunion du 7 septembre 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs devraient être réalisés, au rythme mensuel actuel de 60 milliards d'euros, jusque fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif », à savoir « un retour durable des taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,5 % au deuxième trimestre 2017 pour la troisième fois consécutive. Le FMI a par ailleurs légèrement redressé sa prévision de croissance 2017 à 1,5 % (+0,1 point).

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

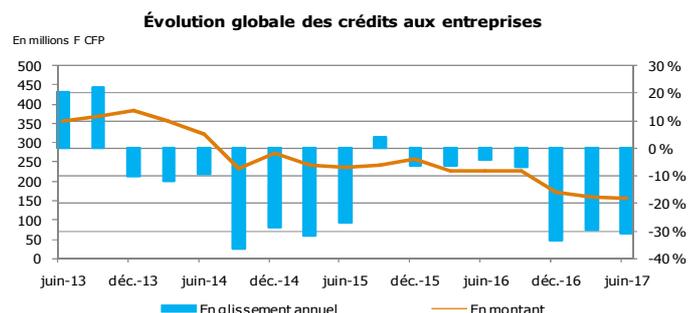
Dans la continuité de l'année 2016, l'activité économique est portée par la consommation des ménages qui se renforce au premier semestre 2017. Cela se traduit dans l'évolution de la situation bancaire locale. L'encours sain des crédits progresse en glissement annuel, tiré par la croissance de l'encours des crédits accordés aux ménages (90 % des crédits octroyés). L'encours des crédits accordés aux entreprises poursuit sa tendance baissière. L'encours des crédits à l'habitat continue de diminuer, en l'absence d'un cadre juridique et de notions cadastrales permettant d'asseoir des garanties de prêt sur le foncier. Les actifs financiers progressent également en raison de l'augmentation des dépôts des entreprises, les actifs des ménages et des collectivités locales sont, quant à eux, en repli.

L'activité de financement principalement orientée vers la consommation des ménages

Au 30 juin 2017, le total de l'encours sain des **crédits octroyés atteint** 1,7 milliard de F CFP, en progression de 5 % en rythme annuel.

Nouvelle baisse des crédits aux entreprises

L'encours sain des crédits accordés aux entreprises s'élève à 156 millions de F CFP au 30 juin 2017 contre 225 millions de F CFP à fin juin 2016, soit une baisse de 30,8 %. L'encours des crédits d'investissement (42,8 millions de F CFP) diminue modérément sur un an (-3,5 %) malgré un léger rebond au premier semestre (+2,3 %). L'encours des **crédits immobiliers** octroyés aux entreprises s'élève à 33 millions de F CFP au 30 juin 2016 (-14,3 %). Les **autres crédits** se replient de 16,7 % pour atteindre 76 millions de F CFP à la fin du premier semestre 2017.

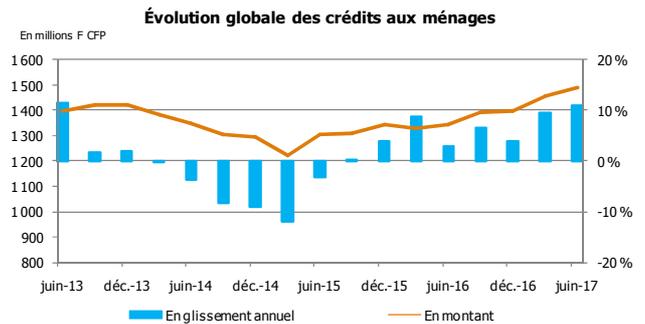


Croissance continue de l'encours des crédits aux ménages

À fin juin 2017, l'encours sain des crédits accordés aux ménages progresse de 11 % en rythme annuel et atteint 1,5 milliard de F CFP.

L'encours des **crédits à la consommation**, qui représente 97 % des crédits accordés aux ménages, progresse de 13,1 % sur un an (après +7,3% un an auparavant). À fin juin 2016, cet encours s'élève à 1,5 milliard de F CFP.

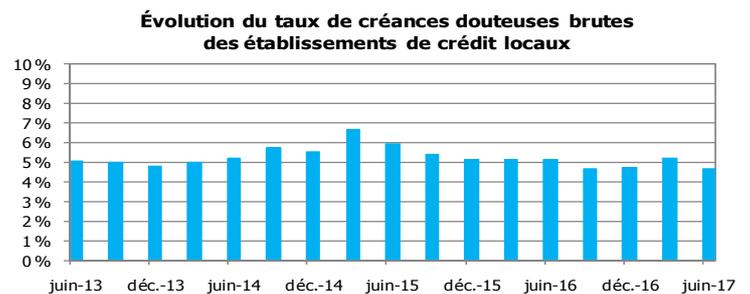
L'encours des **crédits à l'habitat** s'établit à 39 millions de F CFP à fin juin 2017 contre 57 millions de F CFP à la fin du premier semestre 2016 (-33,8 %).



Recul de la sinistralité

La qualité du portefeuille s'améliore. À fin juin 2017, le taux de **créances douteuses** atteint 4,7 % contre 5,1 % à fin juin 2016.

L'encours des créances douteuses brutes, qui s'élève à 81 millions de F CFP à la fin du premier semestre 2017 recule également (-3,9 %).



Les actifs financiers des entreprises progressent

Au 30 juin 2017, l'ensemble des **actifs financiers détenus par les agents économiques** s'élève à 7,4 milliards de F CFP, en hausse de 2,9 % en rythme annuel.

Les **actifs financiers détenus par les ménages** s'établissent à 2,9 milliards de F CFP à fin juin 2017 (-5,8 %). Ils représentent 38,7 % de l'ensemble des dépôts. Les **actifs des sociétés non financières** (32,9 % des actifs) progressent fortement (+23,8 %) et atteignent 2,5 milliards de F CFP à fin juin 2017. Les **actifs financiers détenus par les collectivités locales** s'élèvent à 2,1 milliards de F CFP (28,4 % des actifs), ces actifs sont en recul en glissement annuel (-3,8 %).

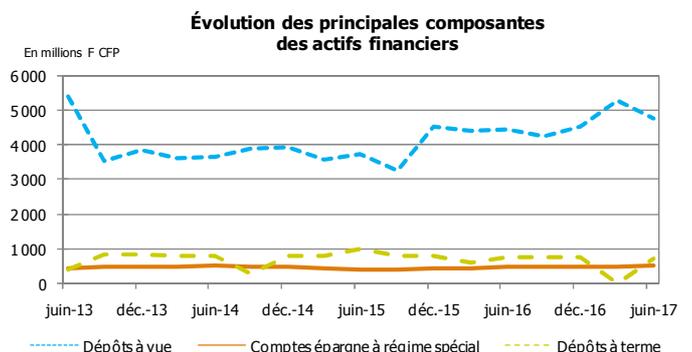
Hausse des dépôts à vue des entreprises

Au 30 juin 2017, l'encours total des dépôts croît pour atteindre 6,1 milliards de F CFP, soit une augmentation de 6,3 % en rythme annuel.

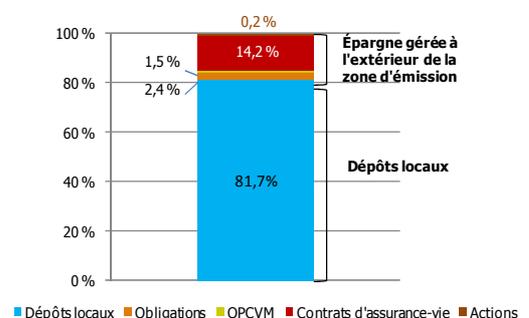
Les **dépôts à vue**, qui représentent près de 80 % des placements (4,8 milliards de F CFP à fin juin 2017) sont en hausse de 7,6 %. Cette croissance résulte de la forte augmentation des dépôts à vue des sociétés non financières (+24,1 %), qui détiennent 51 % de cet encours. Les dépôts à vue des ménages et des collectivités locales sont, a contrario, en repli (-6,6 % et -4,2 % respectivement).

Les **dépôts à terme**, qui s'élèvent à 744 millions de F CFP, reculent en glissement annuel (-2,4 %).

L'encours des **comptes d'épargne à régime spécial** (uniquement des livrets ordinaires à Wallis-et-Futuna) progresse quant à lui de 8,2 % en rythme annuel. Il s'élève à 545 millions de F CFP à la fin du premier semestre 2017.



Répartition des dépôts



Fort recul de l'encours des contrats d'assurance-vie

Parallèlement à ces dépôts, le système bancaire collecte d'autres types de placements (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations), non transformables pour leur activité de financement. Ces avoirs s'établissent à 1,4 milliard de F CFP à fin juin 2017, en recul de 10 % en rythme annuel. Ils représentent désormais 18,3 % de l'ensemble des actifs financiers collectés (contre 20,9 % au 30 juin 2016) et sont constitués de placements à long terme.

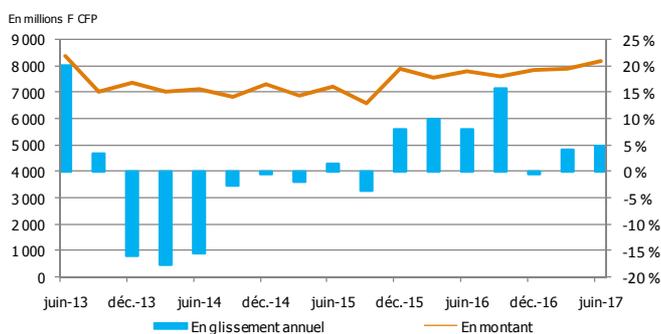
Seules les **actions** qui représentent 1,3 % des produits gérés hors de la zone d'émission progressent (+51,5 % en rythme annuel). Les **contrats d'assurance-vie**, qui représentent 77,5 % des produits d'épargne gérés hors de la zone d'émission reculent de 10 % en rythme annuel. Ils s'élèvent désormais à 1,1 milliard de F CFP. Les placements en **OPCVM non monétaires** (98 millions de F CFP) régressent également de 6,8 % en rythme annuel. Les **obligations**, qui demeurent entièrement détenues par les collectivités locales, s'établissent à 177 millions de F CFP à la fin du premier semestre 2017 (-14,7 %). Enfin, les **OPCVM monétaires** détenues par certaines entreprises de la place, inchangées depuis décembre 2014 enregistrent une baisse (-16,2 %) et s'élèvent désormais à 13 millions de F CFP.

Le solde emplois-ressources du système bancaire s'améliore

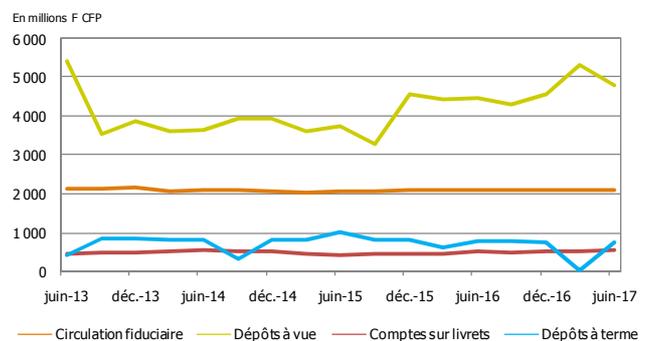
Croissance de la masse monétaire en circulation

La masse monétaire M3 croît en rythme annuel (+4,9 %) et s'établit désormais à 8,2 milliards de F CFP. La hausse des **dépôts à vue** (58,6 % de la masse monétaire) explique principalement cette évolution. Ces actifs progressent de 7,6 % et s'établissent à 4,8 milliards de F CFP. La **monnaie fiduciaire** progresse légèrement (+1,2 %), tandis que les **dépôts à terme** sont en décroissance (-2,4 %). Les **comptes sur livrets** (545 millions de F CFP à fin juin 2016) sont en augmentation de 8,2 %.

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



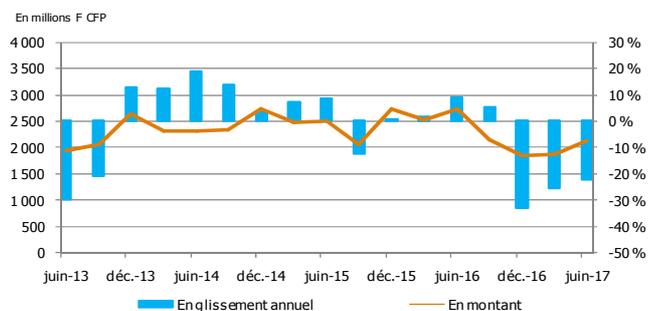
Dégradation du solde de la position extérieure nette

Au 30 juin 2016, les **ressources du système bancaire** s'élèvent à 5,3 milliards de F CFP, en augmentation de 7,8 % en rythme annuel. Ces ressources concourent à hauteur de 32,7 % au financement de l'activité de crédit. Les dépôts locaux (4,6 milliards de F CFP) sont les principales ressources du système bancaire (87,3 % des ressources totales à fin juin 2017) qui se finance également par des ressources propres (677 millions de F CFP, soit 12,7 % des ressources).

Le **solde emplois-ressources clientèle**, passe de -2,6 milliards de F CFP au 30 juin 2016 à -2,9 milliards de F CFP à fin juin 2017 en raison d'une hausse plus importante des dépôts collectés que des crédits bruts.

La **position extérieure nette** (différence entre les avoirs et les engagements hors zone d'émission) affiche une nouvelle détérioration : elle s'élève à 2,1 milliards de F CFP, en baisse de 22,4 % en rythme annuel. En effet, les réserves auprès de l'IEOM progressent fortement (+105,4 % en rythme annuel), et on observe parallèlement un recul des placements hors zone d'émission de 10 % par rapport à juin 2016.

Évolution de la position extérieure nette



ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Les agents économiques sollicitent également des financements auprès d'établissements de crédit situés hors de la zone d'émission.

L'encours sain des **crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant sur le Territoire observe une croissance de 8,7 % en rythme annuel pour s'établir à 2,9 milliards de F CFP.

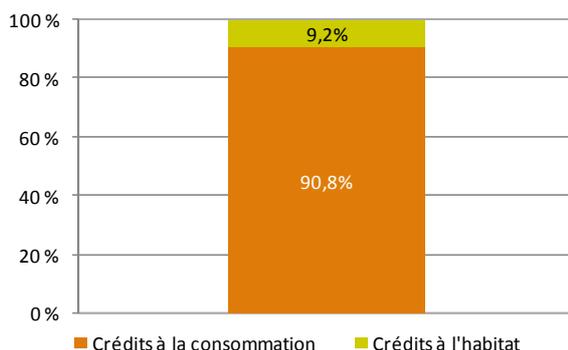
L'encours sain des **crédits octroyés aux ménages** progresse de 11,1 % en rythme annuel et atteint 1,6 milliard de F CFP. Cette évolution résulte de la croissance des crédits à la consommation (+13,1 %). Ces derniers composent 90,8 % des crédits aux ménages à fin juin 2017. Les crédits à l'habitat sont à nouveau en baisse de 5,3 %.

Les **concours accordés aux entreprises**, en hausse de 18,5 % en rythme annuel, s'élèvent à 890 millions de F CFP à la fin du premier semestre 2017. Les crédits d'investissement, qui représentent plus de 70 % des crédits aux entreprises, enregistrent une hausse (+11,1 %). Les crédits d'exploitation connaissent une forte progression (+186,3 %), tandis que les crédits à l'habitat poursuivent leur décroissance (-14,3 %), ils ne représentent désormais plus que 3,7 % de l'ensemble des crédits accordés aux entreprises.

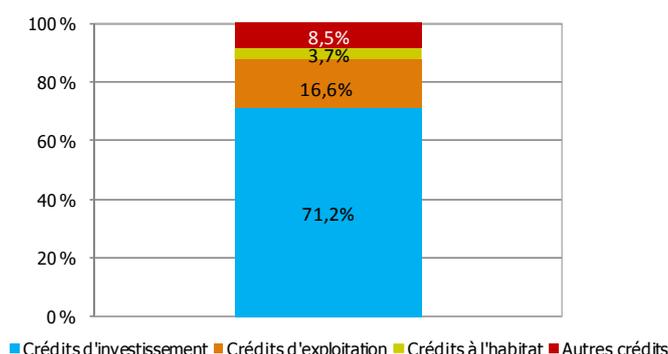
Exclusivement dédiés à l'investissement, les **concours aux collectivités locales** sont uniquement accordés par des établissements de crédit situés hors zone d'émission. Ces concours s'élèvent à 419 millions de F CFP au 30 juin 2017 (- 13,5 % en rythme annuel). Ils sont destinés au financement de projets réalisés par le Territoire, dont notamment l'installation du réseau de téléphonie mobile à Wallis-et-Futuna.

La part de marché des **établissements de crédit hors zone d'émission** représente 43,2 % du total des crédits sains (en hausse de 2 points). L'encours, de 1,3 milliard de F CFP au 30 juin 2017, progresse de 14 % en rythme annuel.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	Variations	
									1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	2 139	2 104	2 061	2 080	2 074	2 076	2 077	2 104	1,3%	1,2%
<i>Billets</i>	2 140	2 104	2 062	2 081	2 076	2 077	2 078	2 105	1,4%	1,2%
<i>Pièces</i>	-1	-1	-1	-1	-2	-1	-1	-1	n.s	n.s
Dépôts à vue	5 407	3 657	3 748	4 456	4 285	4 557	5 295	4 795	5,2%	7,6%
TOTAL M1	7 546	5 761	5 809	6 536	6 359	6 633	7 372	6 899	4,0%	5,6%
M2-M1	448	530	408	504	487	494	518	545	10,3%	8,2%
Comptes sur livrets	448	530	408	504	487	494	518	545	10,3%	8,2%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M2	7 994	6 291	6 217	7 040	6 846	7 127	7 890	7 444	4,4%	5,7%
M3-M2	412	820	1 010	762	762	754	4	744	-1,3%	-2,4%
Dépôts à terme	412	820	1 010	762	762	754	4	744	-1,3%	-2,4%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	8 406	7 111	7 226	7 802	7 608	7 881	7 893	8 188	3,9%	4,9%
P1	0	n.s	n.s							
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
M3+P1	8 406	7 111	7 226	7 802	7 608	7 881	7 893	8 188	3,9%	4,9%

Contreparties de la masse monétaire

	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	Variations	
									1 sem	1 an
Avoirs hors zone d'émission	6 556	5 915	7 619	8 665	6 993	8 257	7 224	7 018	-15,0%	-19,0%
Institut d'émission	4 619	3 614	5 122	5 940	4 843	6 412	5 356	4 903	-23,5%	-17,4%
Établissements de crédit	1 938	2 302	2 498	2 726	2 150	1 845	1 869	2 115	14,6%	-22,4%
Créances du Trésor public	930	916	867	1 329	1 272	1 364	1 359	1 279	-6,3%	-3,8%
Concours sur ressources monétaires	920	280	-1 260	-2 193	-658	-1 741	-690	-110	n.s	n.s
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 862	1 775	1 651	1 663	1 710	1 655	1 713	1 738	5,0%	4,5%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	942	1 495	2 911	3 856	2 368	3 396	2 403	1 847	-45,6%	-52,1%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>598</i>	<i>601</i>	<i>606</i>	<i>608</i>	<i>607</i>	<i>604</i>	<i>604</i>	<i>605</i>	<i>0,2%</i>	<i>-0,5%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>88</i>	<i>86</i>	<i>85</i>	<i>79</i>	<i>75</i>	<i>72</i>	<i>72</i>	<i>72</i>	<i>-0,6%</i>	<i>-9,8%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>256</i>	<i>808</i>	<i>2 220</i>	<i>3 168</i>	<i>1 685</i>	<i>2 720</i>	<i>1 726</i>	<i>1 171</i>	<i>-57,0%</i>	<i>-63,0%</i>
Total M3	8 406	7 111	7 226	7 802	7 607	7 880	7 893	8 187	3,9%	4,9%
Position extérieure nette	1 938	2 302	2 498	2 726	2 150	1 845	1 869	2 115	14,6%	-22,4%

Équilibre emplois - ressources

	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	Variations	
									1 sem	1 an
Emplois	5 888	4 688	4 889	4 934	4 802	5 020	5 013	5 317	5,9%	7,7%
Excédent des opérations diverses des EC	1 934	487	562	451	854	1 310	1 292	1 269	-3,1%	181,5%
Crédits bruts	1 862	1 775	1 651	1 663	1 710	1 655	1 713	1 738	5,0%	4,5%
Réserves obligatoires et libres	155	125	179	95	88	210	140	195	-7,3%	105,4%
Position extérieure nette des EC (si positive)	1 938	2 302	2 498	2 726	2 150	1 845	1 869	2 115	14,6%	-22,4%
Ressources	5 888	4 688	4 889	4 934	4 803	5 020	5 014	5 317	5,9%	7,8%
Dépôts collectés (- encaisses)	5 202	4 000	4 198	4 246	4 120	4 344	4 337	4 640	6,8%	9,3%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	686	687	691	687	682	676	677	677	0,1%	-1,6%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Solde emplois-ressources clientèle	-3 340	-2 226	-2 547	-2 583	-2 411	-2 689	-2 624	-2 902	-7,9%	-12,3%

Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Sociétés non financières	1 535,4	1 602,9	1 949,8	1 982,5	1 941,1	2 204,4	2 167,5	2 453,5	11,3%	23,8%
Dépôts à vue	1 032,1	1 476,7	1 686,6	1 967,3	1 925,9	2 189,3	2 152,4	2 440,8	11,5%	24,1%
Placements liquides ou à court terme	503,2	126,2	263,1	15,2	15,2	15,2	15,2	12,7	-16,2%	-16,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	503,2	126,2	263,1	15,2	15,2	15,2	15,2	12,7	-16,2%	-16,2%
<i>dont comptes à terme</i>	112,1	12,0	248,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>dont OPCVM monétaires</i>	391,2	114,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	12,7	-16,2%	-16,2%
Épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Ménages	3 066,1	3 133,8	3 003,2	3 057,5	2 972,9	2 999,1	3 083,8	2 880,4	-4,0%	-5,8%
Dépôts à vue	1 462,4	1 390,4	1 292,5	1 268,1	1 167,3	1 179,0	1 179,8	1 184,0	0,4%	-6,6%
Placements liquides ou à court terme	494,1	561,5	400,2	497,7	479,3	476,4	496,0	523,0	9,8%	5,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	420,0	497,9	382,0	479,4	461,2	466,5	496,0	523,0	12,1%	9,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	420,0	497,9	382,0	479,4	461,2	466,5	496,0	523,0	12,1%	9,1%
Placements indexés sur les taux de marché	74,2	63,7	18,2	18,2	18,2	9,9	0,0	0,0	-100,0%	-100,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	74,2	63,7	18,2	18,2	18,2	9,9	0,0	0,0	-100,0%	-100,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Épargne à long terme	1 109,5	1 181,8	1 310,5	1 291,8	1 326,3	1 343,8	1 408,0	1 173,4	-12,7%	-9,2%
<i>dont actions</i>	14,0	15,5	35,4	11,7	13,7	17,2	18,6	17,8	3,6%	52,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	131,7	96,3	112,5	105,4	111,0	115,2	121,4	98,2	-14,7%	-6,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	963,8	1 070,0	1 162,6	1 174,7	1 201,6	1 211,5	1 268,0	1 057,4	-12,7%	-10,0%
Autres agents	3 836,9	2 262,6	2 234,8	2 197,1	2 175,8	2 166,3	2 198,2	2 113,6	-2,4%	-3,8%
Dépôts à vue	2 912,4	789,8	768,4	1 221,0	1 191,3	1 188,3	1 962,8	1 170,0	-1,5%	-4,2%
Placements liquides ou à court terme	253,8	777,1	769,7	768,1	769,6	771,5	25,9	766,1	-0,7%	-0,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	28,2	32,4	26,1	24,5	25,9	27,8	22,3	22,5	-19,3%	-8,2%
Placements indexés sur les taux de marché	225,7	744,7	743,6	743,6	743,6	743,6	3,6	743,7	0,0%	0,0%
<i>dont comptes à terme</i>	225,7	744,7	743,6	743,6	743,6	743,6	3,6	743,7	0,0%	0,0%
Épargne à long terme	670,6	695,7	696,7	208,0	214,9	206,4	209,5	177,5	-14,0%	-14,7%
Total actifs financiers	8 438,3	6 999,3	7 187,8	7 237,1	7 089,8	7 369,8	7 449,5	7 447,6	1,1%	2,9%
Dépôts à vue	5 406,9	3 656,9	3 747,5	4 456,4	4 284,6	4 556,5	5 295,0	4 794,9	5,2%	7,6%
Placements liquides ou à court terme	1 251,2	1 464,8	1 433,0	1 280,9	1 264,1	1 263,0	537,0	1 301,8	3,1%	1,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	448,1	530,3	408,1	503,9	487,1	494,3	518,2	545,4	10,3%	8,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	448,1	530,3	408,1	503,9	487,1	494,3	518,2	545,4	10,3%	8,2%
Placements indexés sur les taux de marché	803,1	934,6	1 024,9	777,0	777,0	768,7	18,8	756,4	-1,6%	-2,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	411,9	820,4	1 009,8	761,9	761,8	753,5	3,6	743,7	-1,3%	-2,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	391,2	114,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	12,7	-16,2%	-16,2%
Épargne à long terme	1 780,2	1 877,5	2 007,2	1 499,8	1 541,2	1 550,2	1 617,5	1 350,9	-12,9%	-9,9%
<i>dont actions</i>	14,0	15,5	35,4	11,8	13,8	17,3	18,7	17,9	3,4%	51,5%
<i>dont obligations</i>	670,6	695,7	696,7	207,9	214,8	206,3	209,4	177,4	-14,0%	-14,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	131,7	96,3	112,5	105,4	111,0	115,2	121,4	98,2	-14,7%	-6,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	963,8	1 070,0	1 162,6	1 174,7	1 201,6	1 211,5	1 268,0	1 057,4	-12,7%	-10,0%

	En millions de F CFP									
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Dépôts locaux	6 266,9	5 007,6	5 165,4	5 722,2	5 533,5	5 804,4	5 816,8	6 084,0	4,8%	6,3%
Dépôts à vue	5 406,9	3 656,9	3 747,5	4 456,4	4 284,6	4 556,5	5 295,0	4 794,9	5,2%	7,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	448,1	530,3	408,1	503,9	487,1	494,3	518,2	545,4	10,3%	8,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	448,1	530,3	408,1	503,9	487,1	494,3	518,2	545,4	10,3%	8,2%
Dépôts à terme	411,9	820,4	1 009,8	761,9	761,8	753,5	3,6	743,7	-1,3%	-2,4%
Bons de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Titres de créances négociables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placement HZE	2 171,4	1 991,7	2 022,3	1 514,9	1 556,3	1 565,4	1 632,7	1 363,6	-12,9%	-10,0%
<i>dont actions</i>	14,0	15,5	35,4	11,8	13,8	17,3	18,7	17,9	3,4%	51,5%
<i>dont obligations</i>	670,6	695,7	696,7	207,9	214,8	206,3	209,4	177,4	-14,0%	-14,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	391,2	114,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	12,7	-16,2%	-16,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	131,7	96,3	112,5	105,4	111,0	115,2	121,4	98,2	-14,7%	-6,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	963,8	1 070,0	1 162,6	1 174,7	1 201,6	1 211,5	1 268,0	1 057,4	-12,7%	-10,0%
Total actifs financiers	8 438,3	6 999,3	7 187,8	7 237,1	7 089,8	7 369,8	7 449,5	7 447,6	1,1%	2,9%

Les crédits à l'économie

Établissement de crédit local

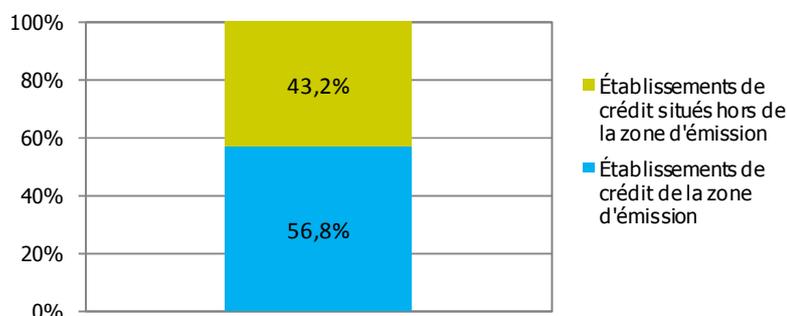
	En millions F CFP								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	2,0	3,1	36,3	51,7	53,2	11,1	5,0	4,5	-59,4%	-91,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,0	3,1	36,3	51,7	53,2	11,1	5,0	4,5	-59,4%	-91,3%
Crédits d'investissement	58,1	61,6	51,9	44,4	49,3	41,9	43,4	42,8	2,3%	-3,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	58,1	61,6	51,9	44,4	49,3	41,9	43,4	42,8	2,3%	-3,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	45,4	30,2	9,6	16,6	22,3	18,3	16,8	15,2	-17,2%	-8,8%
Crédits à l'habitat	122,8	111,7	43,4	38,2	36,9	35,5	34,1	32,7	-7,8%	-14,3%
Autres crédits	171,5	145,3	103,7	90,7	86,3	81,9	77,4	75,6	-7,7%	-16,7%
Encours sain	354,4	321,6	235,3	224,9	225,7	170,3	160,0	155,6	-8,6%	-30,8%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 212,1	1 194,0	1 197,8	1 285,2	1 329,9	1 340,8	1 407,5	1 453,6	8,4%	13,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 187,7	1 177,9	1 186,6	1 275,5	1 315,0	1 324,3	1 394,5	1 434,7	8,3%	12,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	24,4	16,1	11,2	9,8	14,9	16,5	13,0	18,9	14,5%	93,2%
Crédits à l'habitat	188,2	154,3	109,2	59,1	65,4	56,7	48,0	39,1	-31,1%	-33,8%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 400,3	1 348,3	1 307,0	1 344,4	1 395,4	1 397,5	1 455,5	1 492,7	6,8%	11,0%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres agents										
Encours sain	12,2	12,1	10,2	8,7	8,7	8,5	8,3	8,0	-5,6%	-8,5%
TOTAL										
Encours sain	1 766,9	1 682,0	1 552,5	1 578,0	1 629,8	1 576,4	1 623,8	1 656,3	5,1%	5,0%
Créances douteuses brutes	94,8	92,6	98,4	84,8	79,9	78,5	89,3	81,5	3,8%	-3,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	7,3	6,7	13,2	5,4	5,0	6,5	17,1	9,9	52,6%	82,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	1,2	0,7	0,9	0,8	0,3	2,3	2,6	0,8	-62,7%	3,2%
<i>(dt) Ménages</i>	6,0	6,0	12,3	4,6	4,7	4,2	14,5	9,0	114,3%	96,5%
Provisions	87,5	85,9	85,2	79,4	74,9	72,1	72,1	71,6	-0,6%	-9,8%
Encours brut total	1 861,6	1 774,7	1 650,9	1 662,9	1 709,7	1 654,9	1 713,0	1 737,8	5,0%	4,5%
Taux de créances douteuses	5,1%	5,2%	6,0%	5,1%	4,7%	4,7%	5,2%	4,7%	-0,1 pt	-0,4 pt
Taux de provisionnement	92,3%	92,8%	86,6%	93,6%	93,7%	91,8%	80,8%	87,9%	-3,9 pt	-5,7 pt

Ensemble des établissements de crédit

En millions F CFP

	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept-16	déc-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	17,2	8,7	36,3	51,7	53,2	177,9	151,2	147,9	-16,8%	186,3%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	17,2	8,7	36,3	51,7	53,2	177,9	151,2	147,9	-16,8%	186,3%
Crédits d'investissement	1 936,8	1 789,2	694,7	570,1	550,0	511,3	468,7	633,3	23,9%	11,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 936,8	1 789,2	694,7	566,3	546,9	511,3	468,7	633,3	23,9%	11,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	47,8	31,8	9,6	16,6	22,3	18,7	17,1	15,5	-16,9%	-6,6%
Crédits à l'habitat	122,8	111,7	43,4	38,2	36,9	35,5	34,1	32,7	-7,8%	-14,3%
Autres crédits	171,5	145,3	103,7	90,7	86,3	81,9	77,4	75,6	-7,7%	-16,7%
Encours sain	2 248,3	2 054,9	878,1	750,7	726,3	806,6	731,5	889,5	10,3%	18,5%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 212,1	1 194,0	1 197,8	1 285,2	1 329,9	1 340,8	1 407,5	1 453,6	8,4%	13,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 187,7	1 177,9	1 186,6	1 275,5	1 315,0	1 324,3	1 394,5	1 434,7	8,3%	12,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	24,4	16,1	11,2	9,8	14,9	16,5	13,0	18,9	14,5%	93,2%
Crédits à l'habitat	324,6	236,6	154,2	155,3	154,8	142,0	131,2	147,1	3,6%	-5,3%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 536,7	1 430,6	1 352,0	1 440,5	1 484,7	1 482,8	1 538,7	1 600,6	7,9%	11,1%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	224,2	185,8	270,5	483,7	483,7	451,3	451,3	418,6	-7,3%	-13,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	224,2	185,8	270,5	483,7	483,7	451,3	451,3	418,6	-7,3%	-13,5%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	224,2	185,8	270,5	483,7	483,7	451,3	451,3	418,6	-7,3%	-13,5%
Autres agents										
Encours sain	70,1	30,6	10,2	8,7	8,7	8,8	8,3	8,1	-8,0%	-7,0%
TOTAL										
Encours sain	4 079,3	3 701,9	2 510,8	2 683,7	2 701,5	2 749,6	2 729,7	2 916,9	6,1%	8,7%
<i>dont ECHZE</i>	2 312,4	2 019,9	958,3	1 105,6	1 071,7	1 173,2	1 106,0	1 260,5	7,4%	14,0%
Créances douteuses brutes	473,0	447,4	412,6	384,5	154,0	148,5	146,0	132,3	-10,9%	-65,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	271,3	263,3	255,7	247,6	49,2	48,6	46,3	36,7	-24,5%	-85,2%
<i>(dt) Entreprises</i>	200,3	197,5	197,8	196,3	2,7	4,2	4,5	2,4	-41,5%	-98,8%
<i>(dt) Ménages</i>	71,0	65,7	57,9	51,2	46,5	44,4	41,7	34,3	-22,8%	-33,1%
<i>Provisions</i>	201,7	184,2	157,0	136,9	104,8	99,9	99,8	95,6	-4,3%	-30,2%
Encours brut total	4 552,3	4 149,4	2 923,4	3 068,2	2 855,5	2 898,1	2 875,8	3 049,2	5,2%	-0,6%
Taux de créances douteuses	10,4%	10,8%	14,1%	12,5%	5,4%	5,1%	5,1%	4,3%	-0,8 pt	-8,2 pt
Taux de provisionnement	42,7%	41,2%	38,0%	35,6%	68,1%	67,3%	68,3%	72,3%	5,0 pt	36,6 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur et responsable de la publication : S. ATTALI

Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : octobre 2017 – Dépôt légal : octobre 2017 – ISSN : 2271-5770